

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

REMERCIEMENTS

LISTE DES ABREVIATIONS

INTRODUCTION1

**Partie I : APPROCHE THEORIQUE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT
ET DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER3**

Chapitre I : Contexte de l'Aide Publique au Développement4

I.1. Origine et évolution :4

I.2 .Différentes formes de l'APD :5

I.2.1. Les types d'aide5

I.2.2. Les conditions de financement des aides.....5

I.2.3. Les différents types d'assistance5

I.3. Rôle de l'ADP et objectifs :7

I.4. Les organismes d'aide :8

I.5. Effets des apports publics :8

I.5.1. Objet de l'affectation :9

I.5.2. Inconvénients de l'affectation ou les avantages de la non-affectation :9

I.5.3. La réalité de l'affectation :10

Chapitre II : Approche théorique de l'investissement direct étranger :11

II.1. Les différentes conceptions de l'investissement :11

II.1.1. Investissement privé :11

II.1.2. Les rôles de l'investissement :13

II.1.3. La rentabilité des investissements :15

II.1.4. Le mode de financement des investissements :16

II.1.5. Les économistes néoclassiques et le rôle de l'investissement :17

II.1.6. Les économistes keynésiens :18

II.1.7. Investissements publics :19

II.2. Investissements directs étrangers :20

II.2.1. Définition20

II.2.2. Les stratégies de l'IDE	20
II.2.2.1. La stratégie verticale ou délocalisation	20
II.2.2.2. La stratégie horizontale	21
II.2.3. Caractéristique d'un IDE.....	21
II.2.4. La firme multinationale et les entreprises d'IDE	22
II.2.5. Investisseur direct.....	22
Partie II : ANALYSE COMPARATIVE ENTRE APD ET IDE.....	24
Chapitre I : APD dans les PMA et IDE à Madagascar.....	25
I.1. Situation de l'APD dans les PMA.....	25
I.1.1. La tendance de l'aide dans les PMA :	25
I.1.1.1. Evolution de l'aide.....	25
I.1.1.2. Diminution de l'aide vers les pays Africains.....	27
I.1.2. Situation de la croissance économique à Madagascar.....	27
I.1.2.1. Indicateurs économiques en 2009.....	28
I.1.2.2. Situation sectorielle	30
I.1.3. Situation de l'APD à Madagascar	31
I.1.3.1. Evolution de l'aide au développement.....	32
I.1.3.2. Aide par bailleurs.....	34
I.2. La situation de l'IDE à Madagascar.....	36
I.2.1. Stock d'IDE à fin 2008.....	36
I.2.1.1. Evolution du stock	36
I.2.1.2. Origine des investissements directs	37
I.2.2. Flux d'IDE en 2008	38
I.2.2.1. Les branches d'interventions des investisseurs directs.....	38
I.2.2.2. Les pays investisseurs.....	39
Chapitre II : Analyse comparative entre APD et IDE.....	40
II.1. La réalité de l'APD	40
II.2. Les réalités cachées de l'IDE.....	41
CONCLUSION.....	43
Annexes	
Bibliographie	

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1. APD nette et APD par habitant versée aux PMA par l'ensemble des donateurs, 2002-2003-2004	26
TABLEAU 2. Indicateurs Economiques	27
TABLEAU 3. Opération financière de l'Etat 2005-2008 (% du PIB).....	30
TABLEAU 4. Flux d'aide en millions de dollar 2000-2005	35
TABLEAU 5. Structure de l'aide en 2007.....	35
TABLEAU 6. Evolution du stock d'IDE par branches bénéficiaires entre 2005 et 2008 (en millions d'ariary)	37
TABLEAU 7. Répartition du stock d'IDE par pays de résidence des investisseurs (en milliards d'ariary)	38
TABLEAU 8. Evolution des flux d'IDE par branche (en milliards d'ariary)	39
TABLEAU 9. Flux d'IDE toutes activités confondues, les 5 premiers pays investisseurs en 2008	39

LISTE DES ABREVIATIONS

AFD : Agence Française de Développement

APD : Aide publique au développement

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BTP : Bâtiments et travaux publics

CAD : Comité d'Aide au Développement

CEE : Communauté Economique Européenne

FBCF : Formation Brut de Capital Fixe

FED : Fonds Européen pour le Développement

FMI : Fonds Monétaire International

IDA : Association Internationale pour le Développement

IDE : Investissement Direct Etranger

INSTAT : Institut National de la Statistique

MAP : Madagascar Action Plan

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PIB : Produit Intérieur Brut

PMA : Pays les Moins Avancés

PNUD : Programmes des Nations Unies pour le Développement

SFI : Société Financière Internationale

UE : Union Européenne

INTRODUCTION

C'était la ruine de la seconde guerre mondiale qui a conduit la naissance de l'aide. Il est de plus en plus utilisé pour faire face au bouleversement de toutes les économies des pays puissants. La pratique de l'aide se fait la première fois par les Etats-Unis à travers le plan Marshall, qui en a exactement pour but de résoudre le problème de financement des pays ravagés par la guerre. Au fil du temps, cette idée de financement est beaucoup utilisée par certains pays surtout les pays en voie de développement. Il est donc devenu comme une source de financement efficace.

Pourtant, l'avènement de la mondialisation est venu controverser la situation dans le but d'introduire une nouvelle forme de financement pour lever le goulot d'étranglement de la pauvreté. Au milieu des années 80, cette nouvelle issue était née avec l'expansion des flux des capitaux internationaux. Tous les pays se font donc une concurrence pour attirer les IDE. Vers les années 50, les IDE sont toujours mitigés. Ils étaient considérés comme une nouvelle forme de colonisation pour les pays en développement.

Actuellement, on assiste à un changement radical de l'attitude des pays en voie de développement vis-à-vis de l'investissement direct étranger. Par la suite, la politique de promotion visant à développer les flux massifs des capitaux est venue pour remplacer les comportements anti-investissements étrangers. Grâce à une littérature économique riche et abondante qui a mis en exergue les retombées positives des IDE, que ce changement a été rendu possible.

A l'aube du 21^e siècle, la mise en place des politiques imposées par certains des bailleurs ainsi que l'initiative propre de chaque pays, œuvrant pour être un stimulant dans la prolifération du flux de capitaux à l'échelle internationale, qui accentue le financement du développement extérieur. C'est ainsi que l'APD et l'IDE feront davantage la concurrence parmi les autres sources de financement de réaliser un meilleur point sur la fiche technique du pays recevant les capitaux. Comme dans les pays moins avancés qui ont enregistré une

forte hausse de leurs financements extérieurs aussi bien sous forme d'APD que d'IDE. Les entrées de capitaux étrangers dans ces pays ont atteint un nouveau record.

Depuis quelques années, Madagascar a favorisé le développement des IDE en instaurant des politiques associées. La mise en place des IDE est donc en concurrence avec l'Aide Publique au Développement (APD) pour financer le développement économique de pays. L'objectif de cette étude est de dégager la contribution de l'APD et de l'IDE sur la croissance économique en faisant une analyse comparative entre les deux. La question qui se pose est alors : Lequel de ces deux formes de financements pourra-t-il assumer en grande partie le rôle de financement qui aboutit à atteindre le développement ?

Afin de mener à bien, ce travail est subdivisé en deux parties : La première partie se consacre sur l'approche théorique de l'APD et de l'IDE. Le premier chapitre abordera le contexte de l'APD. Le deuxième chapitre traite l'approche théorique de l'IDE. La deuxième partie analysera comparativement l'IDE et l'APD. Elle est composée par deux chapitres. La première traitera l'évolution de l'APD et l'IDE à Madagascar. La deuxième fera une analyse comparative entre ces deux sources de financement.

Partie I : APPROCHE THEORIQUE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

Selon les différentes théories du développement les pays en développement ont rencontré le problème du déficit en matière de financement. Ces pays ont besoins de capitaux pour combler le manque. C'est ainsi qu'ils mobilisent leurs épargne intérieurs afin d'arriver à cette fin.

La mobilisation de l'épargne est encore faible. A cet effet, il faut recourir aux capitaux extérieurs. Nombreux sont les différentes formes de financements extérieurs mais nous resterons sur deux modalités tels que l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger.

Un aperçu théorique entre ces modalités fera donc l'objet de cette première partie avant une de faire une analyse comparative. Nous présenterons en premier lieu les théories associées à l'APD en dégagant son rôle, son évolution ainsi que ses retombées. Après, il convient d'examiner celui de l'IDE.

Chapitre I : Contexte de l'Aide Publique au Développement

I.1 Origine et évolution :

L'aide publique au développement peut être définie comme l'ensemble des ressources, publiques ou privées, transférées à l'échelle internationale à des conditions plus favorables que celles du marché, dans le but de favoriser le progrès économique et social des pays qui sont les destinataires.

L'émanation de l'aide s'explique par la ruine de la seconde guerre mondiale. Elle est donc née dans le contexte de la guerre froide et la décolonisation. Sa première application s'effectue à travers le plan Marshall pratiqué par les Etats-Unis, dans le but de transférer 17 milliards de dollar en quatre ans pour l'Europe. Soit l'équivalent d'environ 1,5% du PIB¹ américain pour l'aide à la reconstruction de son économie.

Dans les premières années de l'après guerre, les principaux donateurs sont constitués principalement par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, l'appui des deux dernières pays allant principalement à leurs anciennes colonies. Cependant, la reprise et l'expansion de certains pays industrialisés les ont conduits à contribuer dans le financement important.

Grâce à son essor économique rapide, le Japon se trouve aussi dans la même ligne que les Etats-Unis en matière de donateur important d'aide. Par la suite, durant la même période, les organismes internationaux – la banque mondiale, en particulier – sont devenus d'importants fournisseurs de capital.

Actuellement, quelques pays développés contribuent au financement du développement des pays moins avancés

¹ BRUNEL Sylvie, *Le sud dans la nouvelle économie mondiale*, PUF, 1^{er} édition, 1995

I.2. Différentes formes de l'APD :

I.2.1. Les types d'aide

L'APD peut se subdiviser en aide bilatérale, transféré par un pays à un autre, et en aide multilatérale, où des organismes internationaux comme les Nations Unies, la banque mondiale, les banques régionales de développement.

L'aide bilatérale se décompose en deux. D'une part l'aide non liée qui a pour but de servir comme financement des achats de biens et services et pourront effectuer en totalité et librement dans le pays. D'autre part l'aide partiellement liée, ce sont des crédits accordés à des pays en développement qui doivent être dépensés en achats à des fournisseurs au pays accordant le prêt.

L'aide multilatérale : c'est une aide accordée par les organismes internationaux. Elle est financée pour l'essentiel par des membres du Comité d'Aide au Développement (CAD).¹

I.2.2. Les conditions de financement des aides

Il existe deux conditions de financements en matière d'aide :

- **Don** : il est analogue à la fourniture de fonds par un donateur, sans obligation de remboursement pour le gouvernement bénéficiaire. Cela inclut les crédits pour lesquels les remboursements sont faits dans un compte situé dans le pays bénéficiaire et au bénéfice de ce pays.
- **Prêt** : fourniture de ressource, à l'exclusion des produits en vrac, à des fins de secours ou au développement y compris programme d'achat de produits importés, qui doivent être remboursés selon les conditions fixées dans l'accord de prêt.

I.2.3. Les différents types d'assistance

On distingue 4 types d'assistance à savoir :

- **Coopération technique autonome** : fourniture de ressource visant à assurer le transfert de compétence et de connaissances techniques et administratifs ou de technologie afin de renforcer la capacité nationale à entreprendre les activités de développement. La coopération technique autonome comprend les activités de pré investissement telles que les

¹ CAD de l'OCDE

études de faisabilités lorsque l'investissement lui même n'a pas été encore approuvée ou le financement obtenu. Cette catégorie correspond à la catégorie « coopération technique »

- **Coopération technique** : liée à des projets d'investissement : fourniture de ressources visant directement à renforcer la capacité d'exécution de projets d'investissements précis. Figurant sous cette rubrique les activités de pré investissement directement liées à l'exécution d'un projet d'investissement approuvé. Par définition, cette coopération technique n'existe que s'il y a parallèlement un projet d'investissement.

- **Projet d'investissement** : financement en espèce ou en nature de projet d'équipement précis. Aussi appelée assistance financière

- **Aide au programme** : aide budgétaire ou appui à la balance des paiements : assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt des objectifs plus large de développement macroéconomique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et les prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources aux annulations de dette publique

- **Aide alimentaire** : fourniture de vivre pour l'alimentation des hommes à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivre. Les dépenses connexes (transport, distribution,...) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi la nourriture des animaux et les intrants agricoles, par exemples pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire

- **L'assistance et secours d'urgence** : fourniture de ressource visant à alléger immédiatement des situations de détresse et améliorer le bien être des populations touchées par des catastrophes naturelles et artificielles. Cette assistance est essentiellement humanitaire.

I.3. Rôle de l'ADP et objectifs :

Au début, il existe une certaine nuance dans la détermination du rôle préoccupé par les aides. Néanmoins, elle est toujours accompagnée à une évolution de la logique économique de l'assistance au développement.

Vers les années 50, elle a principalement comme objectif d'accroître en vitesse excessive la production et les revenus, par l'augmentation du montant des fonds intérieurs et étrangers disponibles pour l'investissement. A la fin des années 60 et durant les années 70, les perspectives d'aide ont commencé de se concentrer avec d'autres buts que la promotion de la croissance économique : tels que la redistribution des revenus, la lutte contre la pauvreté, la satisfaction des besoins essentiels et le développement rural qui sont devenus les éléments moteurs des programmes d'aide de la part des donateurs. Dans les années 80 et au début des années 90, la banque mondiale a mis davantage l'accent, dans leurs objectifs d'aide, sur la stabilisation macroéconomique et l'ajustement structurel. Dans les dernières années, les donateurs ont fait de la protection à long terme de l'environnement et la démocratisation des objectifs importants.

L'APD a pour principal objectif de briser le cercle vicieux de la pauvreté toujours présent et gérer les effets économiques, sociaux et environnementaux de l'intégration mondiale. Elle est considérée comme un instrument unique de redistribution planétaire des ressources publiques.

I.4. Les organismes d'aide :

L'institution la plus importante est celle que constitue le groupe de la Banque Mondiale ex-banque internationale pour la reconstruction et de développement (BIRD) composée par l'Association Internationale pour le Développement (IDA) et la Société Financière Internationale (SFI).

- L'IDA, dont l'administration ne se distingue pas de celle de la BIRD, constitue un guichet réservé aux pays en développement les plus pauvres pour des crédits à des conditions plus avantageuses que les conditions traditionnelles de la Banque et la SFI contribuent quant à elle aux financements d'entreprises commerciales dans les pays en développement.

- Les Nations Unies (Programmes des Nations Unies pour le Développement PNUD) et les institutions spécialisées (BIT, OMS, FAO, ...) fournissent à l'opposé de la Banque Mondiale une aide exclusivement sous forme de dons et quasiment sans décalage entre engagements et versements, ce qui explique leur importance relative près de deux fois supérieure en terme de versements nets qu'en termes d'engagements : il s'agit en effet de dons correspondants au financement d'assistance technique (envoi d'experts, de stagiaires, ...)

- La Communauté Economique Européenne (CEE) qui fournit à travers le Fonds Européenne de Développement (FED) de l'aide sous forme essentiellement de dons et secondairement de prêts à des conditions libérales, et à travers la Banque Européenne d'Investissement (BEI) des prêts « non concessionnels » jadis aux 18 Etats africains et malgaches associés, signataires des conventions de Yaoundé, et depuis 1975 aux Etats d'Afrique, Caraïbes, Pacifiques, notamment à travers l'aide alimentaire, dépasse largement le cadre des pays signataires de la Convention de Lomé.

- La Banque interaméricaine de Développement (BID) qui prête aux pays d'Amérique du Sud et du Centre dont les opérations en cours sont supérieures à celles des institutions parallèles que sont la Banque africaine de Développement et la Banque asiatique de Développement.

- Les deux autres principales banques régionales de développement, la banque africaine de Développement et la Banque asiatique de Développement, ont une activité moins importante que celle de la BID encore que celle de la Banque asiatique tende à s'en rapprocher.

- Enfin les Fonds arabes de l'OPEP considérés globalement avaient encore au milieu des années 70 une importance relative intermédiaire entre celle de la Banque asiatique de Développement et celle de la BID.

I.5. Effets des apports publics :

L'affectation des aides a été présentée comme une « contrainte » : quels en sont les inconvénients et les avantages

I.5.1. Objet de l'affectation :

« L'aide extérieure est affectée lorsqu'elle est accordée pour une opération déterminée ou pour un ensemble précis d'opérations ». Le type même de l'aide affectée est « l'aide dite au projet », mais ce peut être aussi le cas d'une aide à un « programme »

L'aide non affectée est constituée par l'aide dite au plan ou plus souvent au « programme », qui sert à financer des programmes d'importation, les aides budgétaires, la partie de l'aide alimentaire non utilisée pour des opérations précises, le réaménagement des dettes

En majeure partie, l'aide publique au développement est affectée :

-l'aide multilatérale est essentiellement fournie sous forme d'aide projet et sous forme d'assistance technique ;

-l'aide bilatérale des pays du CAD

-l'aide des pays de l'OPEP, ce sont des apports passant par de canal d'institutions multilatérales, reste principalement une aide sous forme de soutien à la balance des paiements

-celles des pays à l'économie planifiée sont totalement ou principalement affectée à des projets

I.5.2. Inconvénients de l'affectation ou les avantages de la non-affectation :

Il existe une appréciation variée sur la destination de l'aide affectée. Les inconvénients de l'affectation ou les avantages de la non- affectation s'analysent en fonction de la liberté laissée au pays. On peut préciser dans un ordre économique, administratif et politique.

-Dans l'ordre économique, on entend de la non- affectation une plus grande cohérence dans l'usage de l'ensemble des ressources disponibles, la possibilité d'utiliser les capitaux extérieurs au financement de besoins courants en devises ou de charges récurrentes et pas seulement à des projets nouveaux, un moindre coût dans l'utilisation de l'aide à des produits du pays aidant.

-Dans l'ordre administratif, on entend de la non-affectation plus de souplesse, moins de contrôle pendant l'exécution des projets, moins de délai de réalisation des opérations.

-Dans l'ordre politique, les avantages attendus de l'aide affectée sont les plus importants. L'aide non-affectée exerce dans les politiques d'ajustement structurel un « effet de levier ». C'est la caractéristique de l'aide au programme.

On peut citer d'autres avantages :

-L'affectation a pour principal avantage de faciliter l'absorption de l'aide par le transfert des connaissances techniques et administratives qui est susceptible d'accompagner l'aide au projet. Ce transfert intervient également dans la préparation négociée et le contrôle du projet, notamment lorsque la source d'aide a acquis en de nombreux pays et sur de nombreux projets une vaste expérience. C'est tellement le cas de la Banque Mondiale dont l'intervention est parfois demandée pour son concours technique, plus que pour sa participation dans les financements des projets.

-L'aide au projet peut aussi susciter des réformes dans le secteur ou le domaine de réalisation du projet ou apporter un soutien politique pour les réformes comme le mode de gouvernance au sein des administrations publiques, réforme sur les lois régissant l'acquisition de terrain, etc.

I.5.3. La réalité de l'affectation :

Ici, il est utile de s'interroger si l'aide affectée finance effectivement ce qu'elle est censée financer. « Le projet, financé effectivement par l'aide, peut être finalement différent de celui auquel l'aide est affectée (H .Singer, 1965), si ce projet devait de toute façon être financé sur les autres ressources à disposition du pays. L'aide au projet fait un objet de détournement pour d'autres projets ; l'affectation effective diffère de l'affectation apparente .Il existe parfois une substitution d'objet. « On avait vu que le financement extérieur pouvait se substituer à l'épargne intérieure dans son volume ; là il s'y substitue dans son affectation. »

Le risque qu'une telle substitution se produise dépend de plusieurs facteurs (P. Guillaumont, 1975) :

-la similitude ou la différence entre les ordres de préférences relatifs aux projets du pays et de la source d'aide

-l'importance relative dans l'investissement de l'aide extérieure affectée ou plus généralement du financement extérieur affecté de façon contraignante.

Cette situation persiste dans les pays en développement dépendant du financement extérieur particulièrement de l'aide.

Chapitre II : Approche théorique de l'investissement direct étranger

II.1. Les différentes conceptions de l'investissement :

Quand un ménage décide d'acheter un appartement, quand une entreprise acquiert une nouvelle machine, quand l'Etat met en place la construction d'une autoroute, on dit que ces agents économiques investissent. Quels points communs présentent ces différentes décisions ? Dans les trois cas ci-dessus il s'agit de l'acquisition de bien dont la durée de vie est de plusieurs années. L'investissement se définit donc comme l'acquisition de biens durables.

L'investissement se distingue alors de la consommation qui entraîne la destruction rapide du bien consommé. La consommation de capital fixe est l'ensemble des biens utilisés dans le processus de production ? Ce type de consommation illustre bien la différence entre consommation et investissement. L'achat d'une machine nouvelle est un investissement, mais quand l'entreprise utilise cette machine pour fabriquer un bien elle consomme du capital. La consommation de capital fixe est généralement évaluée par le montant des amortissements. Une autre approche de l'investissement part de l'idée que pour produire les hommes ont, mis en place des détours de production, ils ont construit des biens durables dont la seule utilité est de rendre les travaux plus productifs. L'investissement est alors l'accroissement des biens de production. Les biens durables sont des biens qui servent à produire d'autres biens. Selon le choix, les économistes concentrent leur attention sur l'une ou l'autre des définitions de l'investissement ci-dessus.

II.1.1. Investissement privé :

Du point de vue de l'entreprise, les différents besoins en capital ne sont pas indépendants. Ainsi les ressources financières pour payer les salaires ou les fournisseurs réduisent les liquidités disponibles pour l'achat des machines. Dans une logique de gestion, l'investissement peut comprendre l'ensemble des moyens financiers nécessaires à la mise en place d'un projet de long terme. On garde que cette troisième conception de l'investissement n'est pas de la macroéconomie.

II.1.1.1. Investissement brut et investissement net

L'investissement brut comprend l'ensemble des dépenses pour acquérir les biens d'équipements alors que l'investissement net est la valeur de l'accroissement de capital net des déclassements de capital, c'est-à-dire des biens d'équipements mis au rebut, soit parce qu'ils ne fonctionnent plus soit parce qu'ils sont devenus obsolètes du fait du progrès technique. Une machine peut être en état de marche, mais ne plus utilisée pour des raisons économiques. Elle est techniquement dépassée par une autre machine qui permet de produire, moins cher.

II.1.1.2. La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est un indicateur qui mesure l'investissement réalisé dans un pays. L'INSEE inclut encore les logements acquis par les ménages. Ainsi la FBCF inclut un bien de consommation dont la durée de vie est très longue. L'INSEE calcule également la formation nette de capital fixe qui est égal à la FBCF moins les amortissements des entreprises.

$$FNCF = FBCF - \text{AMORTISSEMENT}$$

Le taux d'investissement d'un pays : $TI = FBCF / PIB$

Le taux d'investissement d'un pays est le rapport entre les investissements évalués par la FBCF et le PIB en pourcentage. On prendra garde qu'une diminution du taux de croissance des investissements s'accompagne d'un accroissement du capital fixe. Si le taux d'investissement passe de 20% du PIB à 15%. Il y a augmentation de la masse du capital fixe existant dans le pays.

II.1.1.3. Investissements matériels et immatériels

L'INSTAT ne comptabilise pas la FBCF dans les investissements matériels. Mais l'entreprise peut effectuer des dépenses destinées à croître son potentiel productif de long terme qui ne se traduisent pas par les détentions de biens matériels. C'est le cas quand elle consacre une part de ses ressources à la publicité. Ces dépenses qui ont pour fonction d'améliorer l'entreprise à long terme sont souvent considérées comme des investissements matériels.

II.1.1.4. Variation de stock et l'investissement

Une ambiguïté fréquente provient de ce qu'on n'a pas toujours à l'esprit que dans les analyses macroéconomiques on inclut souvent dans l'investissement les variations de stock des entreprises. Pourquoi étendre aussi le sens du terme investissement ? Tout simplement parce que cela permet une classification claire entre consommation, épargne et investissements.

- L'épargne est la partie du revenu qui n'est pas consommé.
- L'investissement est l'ensemble des sommes consacrées dans un pays à l'acquisition de bien de consommation

Ainsi le revenu est égal à l'épargne plus la consommation. Lorsque l'on dit que l'épargne est égale à l'investissement, l'investissement considéré comprend à priori les accroissements de biens de production et de stock de marchandises détenus par les entreprises. Du point de vue théorique à voir esprit que l'investissement peut comporter des variations de stock est très important car si l'égalité de l'épargne et de l'investissement se fait avec un accroissement massif de stock des entreprises, l'emploi futur risque d'être plus faible que si toutes les marchandises sont vendues.

II.1.2. Les rôles de l'investissement :

II.1.2.1.L'investissement a pour rôle d'accroître la productivité et les capacités de production

Depuis deux siècles, si la production s'est massivement accrue, c'est pour une large part, en raison de l'importance de l'investissement. L'investissement permet la mise en place de moyens de production nouveaux qui accroissent les capacités de production, mais aussi améliorent la productivité.

L'investissement de capacité permet de produire plus. Si l'on a deux machines au lieu d'une, la production maximum que l'on peut obtenir s'accroît. En même temps l'investissement de productivité permet de réduire le nombre de salariés nécessaires par unité produite, donc de dégager de la main d'œuvre nécessaire pour travailler sur la deuxième machine tout en améliorant le niveau de vie de chacun puisque la production augmente : une bonne coordination des investissements destinée à améliorer les capacités de production et ceux agissant sur la productivité contribuent dans toute société à la croissance économique.

II.1.2.2. L'investissement soutient la demande par l'amélioration de la compétitivité

Les investissements qui se traduisent par les gains de productivité peuvent permettre des réductions de prix de vente qui améliorent la compétitivité prix de l'entreprise. L'accroissement de compétitivité qui prend sa source au niveau micro économique a des répercussions macro économiques.

Dans le cadre d'une économie fermée, les gains de part de marché qui résultent d'un accroissement de productivité se font aux dépens d'autres entreprises nationales qui perdent des marchés. En économie ouverte, comme le sont les économies actuelles, les parts de marché ainsi conquises le sont souvent aux dépens des firmes étrangères qui vendent sur le territoire national ou par la conquête de marchés extérieurs. Ces deux formes de gains de marchés sont plus souvent complémentaires car quand la compétitivité s'accroît, l'entreprise améliore généralement sa position relative sur tous les marchés.

Par ailleurs, la baisse du prix du produit que permet le gain de productivité tend le plus souvent à susciter un accroissement global de demande pour le produit considéré, ce qui accroît la demande totale faite aux entreprises du secteur, mais l'impact macro économique de ce dernier mécanisme est limité par le fait que la demande aux autres secteurs risque de diminuer si les salaires réels n'augmentent pas.

Un partage des gains de productivité qui favorise les profits accroît la rentabilité du capital ce qui favorise la mise en place de nouveaux investissements. Un partage en faveur des salaires stimule la demande qui soutient elle aussi l'investissement. C'est la conjonction de profits suffisants et de la croissance de la demande qui concourt le mieux à l'investissement.

II.1.2.3. L'investissement permet la mise en place du progrès technique

L'investissement est souvent l'occasion d'introduire le progrès technique. Bien souvent, il est même la condition de la mise en place du progrès technique dans la mesure où celui-ci se fait souvent par l'utilisation de machines plus performantes. Il en résulte qu'un taux élevé

d'investissement par rapport au PIB est une indication importante sur le rythme de modernisation d'un pays.

II.1.2.4. L'investissement accroît le pouvoir de l'entreprise sur son environnement

➤ *Investir pour réduire la sensibilité au prix et accroître le marché potentiel*

L'investissement peut aussi avoir pour fonction d'accroître le pouvoir de la firme sur son environnement. C'est vrai de façons visibles pour un investissement en publicité qui tend à réduire la sensibilité du consommateur par rapport aux prix pratiqués par la firme ou à agir sur le niveau de demande à prix donné. C'est vrai aussi, quand une firme rachète un réseau de revendeurs pour faciliter la distribution de ses produits dans une région.

➤ *Investir pour modifier la spécialisation*

L'investissement a aussi souvent pour finalité de modifier la spécialisation d'une firme ou d'un pays. Cet aspect est particulièrement visible si l'on raisonne à contrario. Supposons qu'une entreprise industrielle ne fasse pas d'investissement. Comme une particularité importante du matériel technique et d'être adapté à la production d'un type d'objet et pas d'un autre, l'entreprise ne peut pas changer de spécialisation sans investir pour acquérir matériel adapté à la spécialisation vers laquelle elle veut se diriger. Il en résulte, au plan macro-économique, que seuls les pays ayant un taux d'investissement élevé peuvent adapter leur spécialisation à l'évolution de la demande.

➤ *Investir pour accroître la flexibilité*

L'investissement a, aujourd'hui, fréquemment pour fonction de permettre à la firme de mieux s'adapter aux changements de demande des consommations. Ainsi la robotisation peut permettre de petites séries d'un modèle, tout en gardant le bénéfice des réductions de coûts obtenus sur les grandes séries. Un exemple de la mise en application de cette approche est celui des ateliers flexibles dans le secteur automobile.

II.1.3. La rentabilité des investissements :

▪ *La rentabilité, critère essentiel du choix des investissements*

Presque tous les économistes sont d'accord, le profit ou l'espérance de profit est le critère essentiel qui préside aux décisions d'investissement. Quelques gestionnaires et

quelques sociologues nuancent le propos en montrant que l'intérêt de carrière des dirigeants peut les conduire à prendre en compte d'autres éléments. Avoir un ordinateur peut paraître prestigieux même si l'on n'en a pas besoin. L'économiste américain Galbraith défend l'idée que dans les grandes entreprises une technocratie décide des investissements en fonction de sa stratégie.

▪ *Le choix entre placement financier et investissement réel*

Quand l'entreprise investit en matériel elle se prive du revenu qu'elle obtiendrait en plaçant les sommes correspondantes au prix de l'acquisition en obligations ou tout autre placement financier. Quand les taux d'intérêt sont élevés les placements financiers risquent de se développer au détriment des investissements réels. Cet effet est toutes fois limité par le fait qu'un certain nombre d'investissements conditionne la survie de l'entreprise.

▪ *Les taux d'intérêt élevés freinent les investissements*

Le taux d'intérêt est un élément important du coût des investissements car les emprunts sont effectués pour des durées longues, il n'est pas rare que les intérêts versés représentent la moitié du coût d'un investissement. Une baisse du taux d'intérêt accroît donc de façon significative la rentabilité de l'investissement.

II.1.4. Le mode de financement des investissements :

▪ *L'effet de levier*

Lorsque le taux d'intérêt auxquels l'entreprise peut emprunter sont inférieurs aux taux de rentabilité des investissements que l'entreprise souhaite effectuer, on peut montrer que l'entreprise accroît le taux de rentabilité de son capital en choisissant de financer son investissement par endettement que par augmentation de capital.

Le recours à l'endettement peut ainsi apparaître aux entreprises comme un moyen d'accroître le taux de rentabilité du capital quand les taux d'intérêt sont faibles et la rentabilité des investissements élevée.

▪ ***La montée des risques réduit l'intérêt de l'effet de levier***

Cet effet de levier de l'endettement ne doit pas masquer les risques du recours à l'endettement pour financer les investissements. En effet si les investissements se révèlent moins rentables que prévu, le coût du frais financiers sera plus lourd que prévu. La contrainte de remboursement qui pèse sur l'entreprise qui a recours à ce mode de financement peut mettre en cause la solvabilité et la rentabilité à long terme de la firme. Morton Miller (prix Nobel de l'économie 1990) et Franco Modigliani (prix Nobel de l'économie 1990) ont montré comment, du point de vue de l'actionnaire, la montée du risque annule l'intérêt de l'effet de levier. En conséquence, les modalités de financement (choix entre autofinancement ou endettement) seraient neutres du point de vue de l'actionnaire.

II.1.5. Les économistes néoclassiques et le rôle de l'investissement :

Pour les néoclassiques le rôle de l'investissement est essentiel dans la croissance puisqu'il permet l'accroissement d'un facteur de production et que toute augmentation des facteurs de production accroît la PIB potentiel. Comme en situation de concurrence pure et parfaite le PIB réel se confond avec le PIB potentiel, tout accroissement de l'investissement décidé par le marché est bénéfique, pour que règne la concurrence.

▪ ***Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain.***

L'élément central conduisant à l'accroissement de l'investissement est le niveau élevé des profits. Ceux-ci fournissent les moyens de financer les investissements et provoquent des anticipations de rentabilité élevées nécessaire pour que les entreprises décident d'investir. L'investissement améliore la compétitivité de la firme et favorisera sur le long terme l'emploi.

▪ ***L'équilibre entre l'épargne et l'investissement.***

Sans intervention de l'Etat, en situation de concurrence, la flexibilité des taux d'intérêt assure l'équilibre entre l'épargne et l'investissement. En conséquence, la seule politique efficace pour stimuler l'investissement consiste à favoriser la rentabilité globale des entreprises. Tout autre est inutile puisque le libre jeu du marché conduit à l'investissement optimal : elle est dangereuse car les aides à l'investissement sont plus souvent des gaspillages

inutiles soit, que les entreprises investissent de façon inefficace par suite de faible coût de l'investissement ; soit qu'elles obtiennent des aides pour réaliser des investissements que de toute façon elles auraient effectués.

II.1.6. Les économistes keynésiens :

Pour les économistes keynésiens, l'investissement constitue l'une des deux composantes de la demande effective. L'analyse keynésienne étudie essentiellement les effets de demande : lorsqu'une entreprise investit, une autre entreprise doit produire le bien d'équipement. Nous allons voir successivement les déterminants macroéconomiques de l'investissement, les effets sur la croissance.

II.1.6.1. Les déterminants de l'investissement

Plusieurs facteurs entre en jeu quand on parle d'investissements tels que la situation financière, l'importance de la demande, le taux d'intérêt,... Parmi ces déterminants la macroéconomie s'intéresse essentiellement au rapport entre taux d'intérêt et rendement de l'investissement et aux effets des variations de la demande.

➤ *Taux d'intérêt et rendement de l'investissement*

« Le rendement de l'investissement peut être défini comme le rendement escompté de l'investissement, compte tenu de la dépréciation de la machine et des coûts qui résultent de son emploi. »

Selon Keynes, la décision d'investir résulte de la comparaison entre le taux d'intérêt et le rendement escompté de l'investissement. L'entreprise n'est incitée à investir que si le rendement escompté de l'investissement est supérieur au taux d'intérêt. En effet, si une entreprise veut emprunter pour investir, il est nécessaire que la rentabilité soit supérieure au taux d'intérêt pour que l'investissement lui rapporte plus qu'il ne lui coûte.

➤ *L'accélérateur*

Le principe d'accélérateur a été formulé dès le début du 20^{ème} siècle par les économistes JM Clark et Aftalion. Le mécanisme d'accélération intervient quand on cherche à répondre à la question : comment exerce le niveau de la demande de biens de consommation sur le niveau de l'investissement ?

L'idée du principe est que les variations du niveau de la demande de bien de consommation provoquent de fortes variations du niveau des investissements. Bien plus, un simple ralentissement du taux de croissance de la demande de biens de consommation suffit pour provoquer une chute du niveau des investissements. Celle-ci fait alors de cliquer la demander globale. Or, celle-ci est la clé de la production et de l'emploi. En conséquence, l'existence du mécanisme d'accélération contribue, sous certaines conditions, au développement de situation de chômage lorsque le rythme de croissance de la demande fléchit.

II.1.6.2. Les effets de l'investissement

Le multiplicateur de l'investissement

Le principe du multiplicateur de l'investissement a été découvert par Kahn en 1931. L'idée est qu'une augmentation de l'investissement a un effet multiplicateur sur la production. Une augmentation de l'investissement provoque une augmentation de la production de l'entreprise de biens d'équipement ; cette augmentation crée de nouveaux revenus, ce qui suscite une hausse de la demande, à laquelle répond une hausse de la production, qui permet de distribuer plus de revenus. L'importance du multiplicateur dépend de la part du revenu qui est utilisée à l'augmentation de la consommation. Plus donc la propension marginale à consommer est forte, plus le multiplicateur n'est élevé. Dans une économie fermée, sa valeur est de : $k=1 / 1-c$, où c désigne la propension marginale à consommer.

II.1.7. Investissements publics :

La construction de route, d'hôpital, d'école...sont tous considérés comme des investissements publics. Il est préférable d'étudier la notion de bien publique. Cette notion revêt deux caractéristiques : la non-exclusivité et l'indivisibilité de la consommation.

Un bien collectif est un bien :

- dont la consommation s'effectue par un grand nombre d'individus et qui se fait simultanément, la quantité consommée par l'une ne diminue pas les quantités disponibles pour les autres.
- dont on ne peut pas exclure le consommateur moyennant d'un prix.

→ La non- rivalité des consommateurs :

L'indivisibilité ou la non- rivalité dans la consommation signifie que « la consommation de ce bien par un individu ne diminue pas sa consommation disponible pour les autres individus. Une quantité donnée pourra donc être utilisée simultanément par plusieurs, voir un plus grand nombre de consommateurs. »

→ La non-exclusion des consommateurs :

Elle signifie que les consommateurs ont la possibilité d'acquérir un bien sans tenir compte du prix. Autrement dit le prix n'est pas donc un facteur d'exclusion pour la consommation.

II.2. Investissements directs étrangers :

II.2.1. Définition

L'IDE désigne « les investissements qu'une entité résidente d' une économie (investisseur direct) effectué dans le but d' acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'Investissement Direct) .Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale ,qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées qu'elles soient ou non constituées en société et donc dotées d'une personne morale distincte . » (FMI)¹

II.2.2. Les stratégies de l'IDE

Il existe deux types de stratégie à savoir la stratégie verticale et la stratégie horizontale.

II.2.2.1.La stratégie verticale ou délocalisation

Cette stratégie consiste que les firmes multinationales s'installent dans le pays en voie de développement. La stratégie verticale ou délocalisation est une stratégie de minimisation des coûts de production. Une telle délocalisation de la production s'est considérablement développée à partir des années 1960, quand les tensions sur les marchés du travail des grands pays industriels ont entraîné une augmentation progressive des salaires et une modification radicale des relations professionnelles.

¹ Fonds Monétaire International : « Manuel de la Balance des Paiements » Cinquième édition 1993

Il devenait alors de plus en plus tentant pour les firmes fortement utilisatrices de main d'œuvre, de se tourner vers les pays où celle-ci est faiblement rémunéré.

Cette forme de stratégie se met à l'opposée de la stratégie horizontale du fait que les flux d'investissements se pratiquent dans une orientation nord-sud exclusivement .Elle se fonde sur l'inégalité de développement et donne au flux un aspect unilatéral mais non plus croisé. Les IDE sont déterminés par la différenciation des dotations factorielles, ce qui fait que les IDE verticaux sont intersectoriels et non pas intra-branches comme les IDE horizontaux.

II.2.2.2. La stratégie horizontale

Le protectionnisme est un stimulant du développement de l'industrialisation d'après la littérature économique. Une telle politique a eu souvent pour conséquence la création de filiales d'entreprises étrangères cherchant à occuper une position commerciale sur un marché protégé .Autrement dit en présence des barrières tarifaires l'IDE est substituable aux commerces.

La stratégie de marché ou investissement horizontal consiste pour les firmes à l'origine des IDE à produire pour les marchés locaux d'implantation qui est souvent situé dans des pays ayant le même structure de marché ou un niveau de développement équivalent.

Cette stratégie est donc qualifiée d'horizontale car elle concerne d'une part, les flux d'investissements croisés nord-nord et d'autre part des flux d'investissements entre les pays du nord et les pays émergents. Elle est aussi caractérisée par la nature intra-firme des flux non seulement les produits et les techniques de la production ne diffère guère des pays à l'autre mais en outre les investissements croisés sont réalisés dans les mêmes secteurs d'activités.

II.2.3. Caractéristique d'un IDE

Un flux de capital est un IDE :

-S'il entraîne une notion de contrôle ou de pouvoir d'influence sur la gestion d'une entreprise étrangère

-S'il occasionne un transfert de compétence complexe qui ne limite pas au sein d'autre transfert de capital mais comprend également des zones ou de savoir faire, licence et matériel technologique

-S'il sert à produire des biens et services

II.2.4. La firme multinationale et les entreprises d'IDE

Une firme multinationale est une société qui opère dans plusieurs pays étranger au travers des filiales, qui sont soumises à un contrôle. Le terme multinational signifie alors qu'il s'agit d'une société détenue par plusieurs nations qu'elle ait des filiales dans d'autres pays

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct détient au moins 10% des actions ordinaires ou de droit de vote dans le cas d'une filiale ou d'une société affiliée ou l'équivalent s'il s'agit d'une succursale. Les entreprises d'investissements direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que

Filiale : c'est une entreprise dotée de la personnalité morale dont l'investisseur contrôle, directement ou indirectement, plus de 50% de droit de vote des actionnaires ou a le droit de désigner ou de révoquer une majorité des membres du conseil d'administration.

Société affiliée : une entreprise dans laquelle l'investisseur direct et ses filiales contrôlent 50% au plus des actions avec le droit de vote ou possède un pouvoir de décision effectif.

Succursale : une entreprise n'ayant pas la personnalité morale dans le pays d'accueil.

II.2.5. Investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personne physique ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, ou une économie autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physique ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale est égale à 10% ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

Les transactions de capital d'investissement se décomposent en capital social, bénéfices réinvestis et autres transactions d'investissements directs.

- **Capital social** : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérés comme des titres de créance
- **Bénéfices réinvestis** : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct.
- **Autres transactions d'investisseur direct** : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises, couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunts et les crédits-fournisseurs, entre les investisseurs directs et les filiales tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises. Cela inclut aussi les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs.

Partie II : ANALYSE COMPARATIVE ENTRE APD ET IDE

La première partie ne présente qu'une approche théorique de l'APD et de l'IDE. Elle donne simplement les notions importantes que nous devons savoir. A partir de ces notions nous pourrons faire une analyse en termes de comparaison.

L'objet de la seconde partie est justement de faire une étude comparative qui conduira à tirer des conclusions. Nous observons dans un premier temps la situation de ces deux modes de financements dans les PMA ainsi qu'à Madagascar. En utilisant les données du premier chapitre nous aborderons la comparaison en évoquant la complémentarité entre les deux ou bien la substituabilité.

Chapitre I : APD dans les PMA et IDE à Madagascar

L'objectif de cet chapitre est d'analyser comment se présente le financement par des aides et des IDE dans les PMA et à Madagascar. L'analyse se porte également dans la manière que ces financements contribuent à la croissance au niveau des pays en développement.

I.1. Situation de l'APD dans les PMA

I.1.1. La tendance de l'aide dans les PMA :

I.1.1.1. Evolution de l'aide

Selon les chiffres récents provenant du CAD de l'OCDE, l'APD nette à destination des 50 PMA a progressé en 2004 pour atteindre un montant record de 24,9 milliards de dollars¹, confirmant la progression de l'aide aux PMA amorcée en 2000. En valeur nominale, l'aide aux PMA a en fait doublé entre 1999 et 2004. Pendant cette période, la progression annuelle de l'APD réelle a été quatre fois plus rapide à destination des PMA que vers les autres pays en développement. En conséquence, la part des PMA dans le total grande l'APD versée aux pays en développement a augmenté entre 1999 et 2004.

Malgré la hausse spectaculaire du total des flux d'APD vers les PMA pendant la période 1999-2004, il importe de noter trois caractéristiques de la situation. Premièrement, en valeur réelle, la progression a été beaucoup moins forte. L'APD nette de l'ensemble des donateurs aux PMA a en fait diminué de 4,4% entre 2003 et 2004 valeur réelle, après avoir augmenté de 14% entre 2003 et 2004. En outre, l'APD réelle par habitant versée aux PMA était en fait inférieure de 13,5% en 2000-2004 par rapport à 1990-1994. Toutefois, le relèvement de l'aide aux PMA depuis 2000 est l'une des tendances économiques récentes les plus importantes dans les PMA.

Deuxièmement, une caractéristique importante de l'évolution s'explique par le versement de dons d'annulation de la dette et d'aides d'urgence, qui ont augmenté respectivement de 22,6% et 27,9% par an en valeur réelle entre 1999 et 2004. L'annulation de la dette, l'aide d'urgence, l'assistance technique et l'aide alimentaire pour le développement ont représenté ensemble 46,5% du montant total de l'APD nette versée aux PMA en 2004 contre 37,5% en 1995. En 2003, les dons d'annulation de la dette ont constitué près d'un quart

¹ « Rapport 2006 sur les pays les moins avancés de la CNUCED »

du montant total net de l'APD versée aux PMA. Toutefois ce ratio est tombé à 15,1% en 2004. L'aide d'urgence a représenté 10,5% et 12,2% du montant total de l'APD aux PMA en 2003 et 2004 respectivement, alors que la part de la coopération technique était plus élevée, atteignant 17,2% et 16,5% respectivement. Si l'on exclut les dons d'annulation de la dette et l'aide d'urgence, la part de la coopération technique dans le montant total net de l'APD versée aux PMA s'établissait en moyenne à 22,6% en 2004, alors que celle des prêts nets était de 17,3%.

Troisièmement, le taux de croissance de l'APD en valeur réelle était très différent d'un pays à l'autre. Les entrées d'APD ont progressé de plus de 20% pendant la période considérée dans six pays, à savoir l'Afghanistan, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Lesotho, la Sierra Leone et le Soudan. Tous sont des pays touchés par des conflits, à l'exception du Lesotho, et l'augmentation de l'APD est essentiellement due à des montants plus élevés d'allègement de la dette et/ou d'aide d'urgence. L'APD a enregistré une progression particulièrement forte en Afghanistan et dans la République démocratique de Congo, soit 79% et 93% par an respectivement pendant la période 1999-2004. En effet, 30% de l'augmentation de l'aide aux PMA en valeur nominale peut être imputée à ces deux pays. Par contre, les entrées nettes d'APD ont soit stagné soit diminué en valeur.

TABLEAU 1. APD NETTE ET APD PAR HABITANT VERSÉE AUX PMA PAR L'ENSEMBLE DES DONATEURS, 2002-2003-2004

	2002		2003		2004	
	En millions de dollars	\$ par habitant	En millions de dollars	\$ par habitant	En millions de dollars	\$ par habitant
Total des apports nets d'APD	1894	28,0	23 791	36,0	24 935	35,4
Dons	1444	22,2	20 359	30,8	21 774	30,9
Aide d'urgence	1760	2,7	2 497	3,8	3 053	4,3
Dons d'annulation de dettes	2423	3,8	5 859	8,9	3 762	5,3
Coopération technique	3406	5,3	4 095	6,2	4 104	5,8
Aide alimentaire pour le développement	603	0,9	624	0,9	658	0,9
Total net des prêts d'APD	3750	5,8	3 432	5,2	3 134	4,4

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CAD/OCDE, International Development Statistics, données en ligne, décembre 2005.

I.1.1.2. Diminution de l'aide vers les pays Africains

L'aide publique au développement offert par les pays membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) a baissé 2005 et 2006. Les apports totaux d'aide publique ont passé de 107,1 milliards de dollars en 2005 à 104,4 milliards de dollars en 2006. Cette baisse de 4,5% de l'APD est largement expliqué par des moindres montants d'allègements de dette, qui avaient atteint des niveaux records en 2005. Cependant, même sans les allègements du G8 en 2005 et du sommet du Millénaire +5 à augmenter l'aide de 50 milliards en termes réels de 2004 à 2010 et à doubler l'aide à l'Afrique.

L'APD versée par les pays du CAD en pourcentage du revenu national brut (RNB) s'est élevée à 0,46 en 2006 (contre 0,47 en 2005). Seuls 5 pays ont atteint ou dépassé l'objectif de 0,7% au RNB fini par les Etats-Unis, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

I.1.2. Situation de la croissance économique à Madagascar

Pour les 3 années consécutives avant la crise de 2009, l'économie Malagasy a été marquée par la stabilité de l'équilibre macroéconomique et une croissance positive en terme réel. En effet, les taux de croissance enregistrés au cours de ces trois dernières années avant la crise confirment la reprise soutenue de l'activité économique affichant la performance de 4,8 % en 2006, de 5,2 en 2007 et de 7,1 en 2008¹. Par contre, un climat d'incertitude s'est instauré au niveau des opérateurs économiques. Ce qui a entraîné un coup de fouet aux activités économiques. Le taux de croissance a été ainsi revu à la baisse à 0,7 % contre une prévision initiale de 7,5 %. Les secteurs secondaire et tertiaire ont été les plus durement affectés.

TABLEAU 2. INDICATEURS ECONOMIQUES

	2008	2009
Taux de croissance	7,1	-4,1
Valeur des exportations de biens (FOB)	432,8	329,6
Valeur des importations de biens (FOB)	-962,3	-699,1
Solde déficitaire des OGT	204,9	-602,6
Taux de pression fiscale	12.9	11.3

Source : Rapport annuel 2009 BCM

I.1.2.1. Indicateurs économiques en 2009

¹ Rapport annuel 2009 BCM

L'objectif du gouvernement est d'atteindre une croissance économique nettement élevée pour faire reculer la pauvreté de manière significative. Cet objectif nécessite encore l'augmentation des engagements de l'Etat au niveau des politiques économiques, sociales et l'environnement économiques.

I.1.2.1.2. Inflation

Les conséquences économiques de la crise sociopolitique du début de l'année ont fait craindre une aggravation de l'inflation en 2009, dans la mesure où la fermeture d'usines et les destructions d'unités commerciales ont réduit l'offre sur le marché des changes auraient pu alimenter les anticipations sur une hausse des prix importés et favoriser la fuite devant les actifs monétaires. Cependant, les pressions inflationnistes ont pu être contenues grâce à la baisse des revenus liée à celle de l'activité économique, et d'autre part, aux effets de la politique monétaire et budgétaire prudente suivie ces dernières années.

En définitive, la hausse des prix au cours du premier semestre 2009 a atteint 1,9 %, contre 2,7 % en 2008¹, en termes de glissement annuel, l'inflation a été de 9,3 % à fin juin, soit presque le même niveau qu'en 2008.

I.1.2.1.2. Taux de change

Au cours du premier semestre de 2009, les conditions du marché caractérisées par une situation d'« acheteur net » et une tendance à la dépréciation de l'euro sur le marché international se sont traduites par une dépréciation de la monnaie nationale. En effet, à fin juin 2009 et par rapport aux taux de fin décembre 2008, l'ariary s'est déprécié de 3,7 % par rapport à l'euro et de 4,0 % par rapport au dollar US pondéré par le volume des transactions sur le MID, l'ariary s'est déprécié de 3,0 %

Par rapport aux taux de fin juin 2008 à fin juin 2009, la monnaie nationale a accusé une forte dépréciation : de 9,1 % par rapport à l'euro et de 22,1 % par rapport au dollar US. L'indice composite indique une dépréciation de l'ariary de 13,2 % au glissement annuel.

I.1.2.1.3. Politique budgétaire

L'objectif de la politique budgétaire est la réduction du déficit des finances publiques.

Au cours des cinq premiers mois de 2009, pour qui les données sont disponibles, la situation des opérations globales du Trésor (OGT) a été marquée par une insuffisance des recettes fiscales et par un faible niveau de décaissement de dons par rapport aux dépenses effectuées.

¹ « Rapport annuel 2009, BCM »

Il en est résulté un solde global déficitaire de 602,6 milliards d'ariary, contrairement à celui de la même période de 2008, pendant laquelle les opérations de l'Etat ont dégagé un excédent global de 204,9 milliards d'ariary.

En conséquent, par la manque de financement extérieur, l'Etat a effectué une création monétaire en recourant aux banques commerciales. L'endettement net vis-à-vis du système bancaire s'est ainsi accru de 101,5 milliards d'ariary au cours des cinq premiers mois de 2009, alors que pour la même période de 2008, il a effectué un remboursement net de 230,5 milliards d'ariary.

➤ **Sur le plan des recettes :**

Les recettes totales se sont chiffrées à 761,3 milliards d'ariary au mois de mai 2009, contre 1111,9 milliards d'ariary au mois de mai 2008, soit un recul de 31,5 %. Cette baisse est surtout liée à la diminution des recettes fiscales sur le commerce extérieur (-39,8 %) et à celle des recettes sous formes de dons (-74,6 %).

Les recettes fiscales intérieures ont également diminué, malgré l'amélioration du rythme de recouvrement des impôts et des TVA intérieurs.

De même, les recettes sous forme de dons ont baissé du fait du très faible taux de décaissement par les bailleurs, suite à la crise sociopolitique actuelle.

Enfin, les recettes non fiscales ont accusé une baisse : la diminution des redevances sur les produits halieutiques n'a pas été compensée par la hausse des produits de prise de participation de l'Etat.

➤ **Sur le plan des dépenses :**

Les dépenses totales se sont établies à 887,0 milliards d'ariary sur la période sous revue. Elles sont sensiblement restées au même niveau que les années précédentes.

Les dépenses courantes ont augmenté par le creusement du déficit des autres opérations nettes du trésor et par la hausse des dépenses relatives aux transferts et subventions (+11,1 %). Par contre, les dépenses en capital se sont inscrites en baisse, compte tenu du recul des dépenses sur ressources extérieures (-61,3 %), lié au retard de décaissement des dons affectés aux projets. Le rebond des dépenses sur ressources intérieures a, cependant, amoindri cette régression.

TABLEAU 3. OPERATION FINANCIERE DE L'ETAT 2005-2008 (% du PIB)

	Recettes totales avec dons	Dépenses totales et prêts nets	Solde global
2005	16,7	21,3	-4,7
2006	17,0	21,7	-4,7
2007	16,1	21,0	-4,8
2008	15,1	20,0	-5,1

Source : « Perspectives économiques en Afrique ». OCDE-BAD-UE

I.1.2.2. Situation sectorielle

Une baisse des activités a été observée au cours du premier semestre de 2009 comparativement à la même période de 2008, sous l'effet conjugué de la crise économique mondiale et de la crise sociopolitique nationale. La crise internationale a affecté l'activité du fait de la chute de la demande pour certaines branches, et la baisse des cours notamment pour les matières premières. La crise malagasy, quant à elle, a causé la fermeture d'unités de production, la suspension, voire l'arrêt de projets en cours, notamment des projets publics, faute de financement.

I.1.2.2.1. Secteur primaire

La baisse de la demande sur le marché mondial et la chute conséquente des cours affecte les activités du secteur primaire. De plus, un processus de désinvestissement a été constaté dans le domaine de l'agri-business. Par ailleurs, les projets initiés depuis 2008 pour promouvoir les cultures de contre-saison ont été arrêtés pour cause de suspension des financements extérieurs.

En termes de prévision pour l'ensemble de l'année, la croissance du secteur primaire est revue à la baisse, soit à 2,5 % contre 3,4 % prévu initialement et une réalisation de 3,1 % en 2008.

I.1.2.2.2. Secteur secondaire

Durant les quatre premiers mois de l'année, le secteur industriel a subi une chute d'activité d'environ 25 % à 80 % suivant les branches. Des unités de production ont cessé de fonctionner. Des milliers d'emplois ont été perdus et plusieurs dizaines de milliers d'autres sont menacés en cas de suspension de l'AGO.

Suite à l'annulation de la tenue du sommet de l'Union Africaine à Madagascar, l'arrêt des projets d'infrastructure financés par les bailleurs de fonds et la hausse des prix des

matériaux de construction, accentuée par la dépréciation de l'ariary, l'activité de la branche des BTP connaît une baisse.

Les perspectives de croissance du secteur industriel pour l'année ne sont guère encourageantes. Si la croissance du secteur en 2008 a été de 8,8 % et prévu initialement atteindre 11,1 % en 2009, ce taux chutera cette année à un niveau quasi-nul de 0,1 %.

I.1.2.2.3. Secteur tertiaire

Ce sont les branches liées au tourisme ont le plus souffert de l'impact de la crise sociopolitique. La baisse des arrivées de touristes a eu des conséquences néfastes sur l'activité de transport de voyageurs. Les compagnies aériennes sont confrontées à une baisse des recettes.

La crise politique n'a pas non plus épargné l'activité de commerce.

Pour les banques et les activités d'assurances, le ralentissement de l'économie dans l'ensemble s'est reflété dans leur situation sur les six premiers mois. Un ralentissement des dépôts et des crédits a été constaté sur les six premiers mois de l'année, comparativement à la situation de 2008.

En bref, le secteur tertiaire est prévu enregistrer un taux de croissance négatif en 2009 (-1,1 %) contre un taux de +8,9 % en 2008.

I.1.3. Situation de l'APD à Madagascar

Comme tous pays africains qui sont exposés au problème du sous-développement. La pratique de l'aide publique au développement paraît un moyen efficace de s'en sortir du cercle vicieux de la pauvreté

Depuis quelques années Madagascar bénéficie des aides en provenance des différents bailleurs multilatéraux, bilatéraux, des ONG internationaux, etc. L'intervention des différents bailleurs au sein de la grande île suppose une insertion dans le cadre des politiques nationales et des programmes sectoriels adoptés par le gouvernement. Pour une meilleure coordination des aides, des groupes thématiques multi bailleurs sont mises en place dans quelques secteurs afin d'harmoniser les interventions des différents bailleurs et d'échanger les points de vue pour une meilleure efficacité et la réalisation des objectifs sectoriels, selon leur politique respective.

I.1.3.1. Evolution de l'aide au développement

D'une manière générale, l'importance du volume de décaissements au titre de l'ajustement structurel, l'annulation de la dette et les décaissements liés aux performances des projets d'investissement affectent l'évolution de l'Aide Publique au Développement à Madagascar. En 1998, une forte diminution de l'APD a été constatée, 326 Millions USD contre 688,6 Millions USD (-52,5%)¹ par rapport à 1997, car il n'existait pas de décaissement au titre de l'ajustement structurel.

En 1999, une légère augmentation a été enregistrée : + 48 Millions USD² par rapport à 1998, ce qui correspond à 18 Millions USD décaissés par le FMI, 16 Millions USD par l'Union Européenne et 13 Millions USD par l'AFD au titre de décaissements de crédits d'ajustement structurel.

En 2000, les décaissements au titre de l'APD ont été de 295,2 Millions USD contre 374,5 Millions USD en 1999, ce qui équivaut à une diminution de 77,8 Millions USD. La faiblesse de la capacité d'absorption des projets d'investissement et la forte appréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes ont été les principales causes de cette diminution.

En 2001, l'APD continue de diminuer de -22,7% passant de 295,2 Millions USD en 2000 à 230 Millions USD en 2001. Cette situation a été fortement marquée par la faiblesse du décaissement au titre de l'aide bilatérale qui a accusé une diminution de -46,5% en 2001 par rapport à 2000.

De 1998 à 2001, par type d'assistance, plus de 95% de l'APD sont constitués de projets d'investissement, de l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements et de la coopération technique. Si une baisse tendancielle de la part des projets d'investissement au profit de l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements a été observée jusqu'en 2000, la situation s'est renversée en 2001.

Néanmoins, l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements et la coopération technique sont les deux types d'assistance fortement affectés par la baisse de l'APD en 2001. L'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements a subi une diminution de 46,6 Millions USD de 2000 à 2001, ce qui équivaut à -42%³. Il faudrait toutefois noter que des efforts ont été faits pour la mobilisation des ressources suite aux

¹ INSTAT 2006

² *Ibid.*

³ INSTAT 2006

cataclysmes naturels (cyclones) qui ont sévi Madagascar à la fin de l'année 2000 et au début de l'année 2001. Cette situation a été due particulièrement à la lenteur des décaissements et au manque de célérité des responsables.

Par groupe de donateurs, de 1998 à 2001 la part de l'aide multilatérale a toujours été supérieure à celle de l'aide bilatérale (58% en 1998, 52% en 1999, 64% en 2000 et 74% en 2001). Toutefois, en 2001, l'aide multilatérale a accusé une baisse de 21 Millions USD et l'aide bilatérale, une diminution de -48 Millions USD¹ par rapport à 2000. La part des ONGs, bien que modeste, a augmenté, passant à 2,2% en 2001 contre 1,35% en 2000.

En 2001, la Banque Mondiale et l'Union Européenne restent les principaux bailleurs de fonds multilatéraux en apportant 75% de l'aide multilatérale et les Etats Unis d'Amérique et la France constituent les principaux donateurs bilatéraux apportant environ 68% de contribution à l'aide bilatérale.

De 1999 à 2001, l'aide multilatérale a tendance à se concentrer autour du secteur de la gestion économique. Par type d'assistance, les projets d'investissements ont occupé la première place dans l'aide multilatérale en 1998, 1999 et en 2001. Exceptionnellement en 2000, l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements a bénéficié de presque 50% de l'aide multilatérale.

En 2001, l'aide bilatérale est répartie en grande partie pour les ressources naturelles (29,5%) pour l'Agriculture, foresterie et pêche (18,8%) et pour la santé (18,6%). Elle est constituée de 57,8% en projet d'investissement et 33,5% en coopération technique. De 1998 à 2000, l'aide non remboursable occupe une part importante de l'APD de Madagascar ; pourtant sa part continue de diminuer progressivement passant de 70% en 1998 à 65% en 1999 à 56% en 2000 ; en 2001, elle ne représente que 46% de l'APD, équivalent à 105 Millions USD.

Selon les conditions d'octroi et par type d'assistance, environ 15% des décaissements au titre de dons reviennent aux projets d'investissement (48% en 1998, 50% en 1999 et 42% en 2000 et 44% en 2001). Concernant les prêts, plus de 95% des décaissements sont constitués par l'aide programme/budget, les projets d'investissement et la coopération technique. Les prêts ont tendance à augmenter de 1998 à 2001 avec un léger fléchissement en 2001.

En 2001, les cinq secteurs considérés de concentration représentent environ 70,2% de l'Aide Publique au Développement (APD). Il s'agit des ressources naturelles (25,5 millions USD soit 15,4% de l'APD), de la Santé (24,3 millions USD soit 14,7%), de l'Agriculture,

¹ Ibid.

foresterie et pêche (25,5 millions USD soit 15,4%), du Développement régional (24,7 millions USD soit 14,3%) et du Transport (17,1 millions USD soit 10,4%).

L'aide extérieure finance, à travers divers instruments (remise de dettes, aide en nature, aide budgétaire, et aides projets) plus de 44% du budget en 2006.

Les partenaires internationaux de Madagascar ont vigoureusement soutenu le DSRP et travaillent pour aligner leurs stratégies d'aide publique au développement sur le MAP. L'accord pour la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) avec le FMI a été signé mi-2006 tient largement compte du MAP (Madagascar Action Plan). Les cinq principaux bailleurs de fonds de Madagascar, constituant ensemble près de 86% de l'Aide Publique au Développement (APD) brute reçue en 2003-2006, sont la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, la France et les Etats-Unis. L'assistance d'au moins trois des ces organismes d'aide les plus importants est en train de se mettre en place : la Banque mondiale, avec sa prochaine Stratégie d'Assistance-Pays (CAS), l'Union Européenne dans le cadre de la préparation du 10e FED et la Banque Africaine de Développement avec Document de Stratégie Pays pour la période 2008-2013.

I.1.3.2. Aide par bailleurs

Globalement, l'aide multilatérale a occupé plus de 50% de l'APD de Madagascar de 1998 à 2000. En 2001, elle a même atteint 74% de l'APD. En volume, elle se situe autour de 190 Millions USD de 1998 à 2000 pour diminuer à 169,5 Millions USD en 2001. L'aide bilatérale a tendance à diminuer aussi bien en volume (175 Millions USD en 1999 à 55 Millions USD en 2001) qu'en pourcentage (47% en 1999 à 24% en 2001).

Pour la France, sa contribution a diminué car l'année 2001 a été l'année de démarrage de la mise en œuvre des plans d'actions arrêtés lors de la Commission Mixte Franco-malgache en Mai 2000. Par contre, la part des ONGs, bien que minime, tend à augmenter : un peu moins de 1% en 1998 à 2,2% en 2001.

La contribution des dix principaux bailleurs de fonds de Madagascar durant les années 2000 et 2001 représente 92,7% de l'APD cumulée de 2000 et 2001. L'aide apportée par la Banque Mondiale, le Fonds Européen pour le Développement, les Etats Unis d'Amérique, le Japon et la France représente 77,5% pour 2001.

En 2001, les décaissements des principaux bailleurs de fonds ont tendance à diminuer sauf ceux de la Banque Mondiale, des Etats-Unis d'Amérique et du Japon.

En 2000, la contribution de la Chine ne représente que 0,7% de l'aide totale en 2000. Elle a intervenu dans la construction des routes et des logements sociaux, dans la mise à disposition des médecins dans les quatre centres hospitaliers du pays et dans la fourniture de médicaments.

TABLEAU 4. FLUX D'AIDE en millions de dollar 2000-2005

	APD nette totale tous donneurs confondus	APD nette totale pays CAD	APD nette totale Organismes internationaux
2000	322	139	184
2001	374	146	229
2002	369	126	245
2003	539	225	315
2004	1248	685	564
2005	929	500	529

Sources : « Perspectives économiques en Afrique » OCDE-BAD-UE

Il ressort du tableau 4 que l'aide venant des différents donateurs a augmenté d'année en année entre 2000 et 2004

TABLEAU 5. STRUCTURE DE L'AIDE en 2007

Organismes internationaux	Montants
Banque mondiale	
IDA	198,1
BIRD	0,0
Fonds monétaire international	
Concessionnel	12,0
Non concessionnel	0,0
Banque régionale de développement	
Concessionnel	36,7
Non concessionnel	4,2
Autres institutions	
UNICEF	12,5
UNTA	2,6
Autres	16

Sources : World Development Indicator, 2009

I.2. La situation de l'IDE à Madagascar

Au cours de ces dernières années, Madagascar s'est lancé dans une politique d'ouverture sans précédent à travers des appels faits par le gouvernement aux capitaux étrangers. Les investissements directs étrangers entrants ont connus donc un essor considérable. Entre 2005 et 2007, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) sont passés de 1,7 % à 10,5 % du PIB.

Madagascar a plusieurs atouts pour l'incitation des IDE telles que la présence d'une main d'œuvre peu coûteuse, abondante et qualifiée ; l'existence de ressources naturelles exploitables. Des politiques d'incitations mises en place. L'accroissement de la part des dépenses publiques dans le PIB et du niveau du PIB par tête apparaît favorable aux IDE.

I.2.1. Stock d'IDE à fin 2008

I.2.1.1. Evolution du stock

Entre 2006 et 2008, le stock d'IDE a connu une tendance à la hausse avec un taux d'accroissement moyen de l'ordre de 114%. En 2008, le stock d'IDE s'est élevé à 5330 milliards d'ariary ; équivalent à 3 milliards de dollars américains contre 3415 milliards d'ariary en 2007, soit un accroissement de 56%.

Les investissements réalisés dans la branche « activités extractives » sur ces trois dernières années ont expliqué cette évolution. En effet, à la fin de l'année 2008, le stock d'IDE dans cette branche a représenté 73% de l'ensemble, alors qu'en 2005, son poids n'était que 9%.

Le rythme de croissance des IDE au niveau des autres branches a également suivi la même tendance avec un accroissement moyen annuel de 42%. En 2008, le niveau du stock d'IDE dans ces branches a été de 1421 milliards d'ariary soit l'équivalent de 832 millions de dollars américains.

Hors activités extractives, la branche « construction et BTP » s'est démarquée des autres car elle a accaparé 21% du stock d'IDE. Par contre en termes de croissance, c'est la branche « télécommunication » qui a été la plus active, elle a connu une croissance de 169% de son stock en 2008. En termes de répartition du stock d'IDE, les quatre pays qui ont investi le plus dans la branche « activités extractives » ont été dans l'ordre : le Royaume-Uni, le Canada, le Japon et la Corée du Sud

Hors activités extractives, les principaux pays sont dans l'ordre la France 21%, l'Ile Maurice 20%, l'Italie 12%, les Etats-Unis 5%, la Chine 5%, le Hong-Kong 3%, la Suisse 2% et le Bangladesh 2%

TABLEAU 6. Evolution du stock d'IDE par branches bénéficiaires entre 2005 et 2008
(en milliards d'ariary)

Branches d'activités	2005	2006	2007	2008
Activités extractives	47,1	902,8	2270,7	3908,2
Construction et BTP	40,2	42,9	279,6	297,2
Télécommunication	57,8	72,7	87,5	235,2
Activités financières	95,8	132,2	169,9	208,0
Distribution de produits pétroliers	41,0	69,4	178,3	194,6
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	171,8	172,8
Activités de fabrication	111,3	120,0	135,6	136,6
Commerce et réparation de véhicule	35,6	36,8	37,7	80,0
Immobilier, location et services aux entreprises	29,4	29,9	30,5	35,8
Pêche, pisciculture, aquaculture	51,0	51,1	25,0	31,5
Autres	30,0	39,4	28,8	30,2
Total	540,6	1497,9	3415,4	5330,1

Source : Enquête IDE/IPF 2008-09, BCM/INSTAT

I.2.1.2. Origine des investissements directs

Quatre pays se distinguent du lot comme pays d'investisseurs directs à Madagascar en 2007, à savoir : le Royaume-Uni, le Canada, le Japon et la Corée du Sud. Le stock d'investissements IDE de ces quatre pays a représenté plus de 80% de l'ensemble de l'année 2007.

Quant à l'année 2008, la situation est singulière en ce sens que les flux attendus dépendent de la programmation d'investissements des Grandes Entreprises Minières. En effet, le flux programmé par ces entreprises représentera 84% de l'ensemble de l'année.

TABLEAU 7. Répartition du stock d'IDE par pays de résidence des investisseurs (en milliards d'ariary)

Pays	2007	2008
Royaume-Uni	949,8	1912,2
Canada	482,2	927,4
Japon	469,6	575,9
Corée du Sud	304,8	403,2
France	272,6	291,8
Ile Maurice	228,6	279,9
Bermudes	239,1	271,3
Italie	173,8	174,7
Bahreïn	29,0	150,8
Etats-Unis	49,6	71,6

Source : Enquête IDE/IPF 2008-09, BCM/INSTAT

I.2.2. Flux d'IDE en 2008

I.2.2.1. Les branches d'interventions des investisseurs directs

Par rapport aux réalisations observées entre 2006 et 2007, les flux d'IDE reçus en 2008 ont marqué un léger fléchissement et n'ont augmenté que de 31%. Ces flux sont évalués à 1915 milliards d'ariary, équivalent à 1,120 milliards de dollars américains.

Par rapport aux prévisions, les flux d'IDE effectivement reçus en 2008 n'ont représenté que 76%. Cet écart peut être expliqué par la faible réalisation des branches « télécommunication » (34% de la prévision), « activités de fabrication » (seulement 1% de la prévision), « activités financières » (53%) et « la construction et BTP » (43%) d'une part, et le ralentissement au niveau de la mise en place des investissements, d'autre part.

Depuis l'essor des « activités extractives » au sein de l'économie malgache ces trois dernières années, un changement au niveau des pays d'origine des capitaux s'est effectué et le Royaume-Uni est devenu le premier investisseur étranger à Madagascar, toutes branches confondues, avec une participation avoisinant les 50% des flux totaux en 2008. Viennent ensuite le Canada et le Bahreïn qui ont réalisé respectivement 23% et 6% des flux totaux en 2008. Le Bahreïn a surtout investi dans la branche « télécommunication ». Hors « activités extractives », les capitaux en provenance de ce pays ont représenté 44% des flux.

Les flux d'IDE ont atteint 8,3% en 2008 contre seulement 0,2% en 2009

TABLEAU 8. Evolution des flux d'IDE par branche (en milliards d'ariary)

Branche d'activité	2006	2007	2008
Activités extractives	442,1	886,2	1637,5
Télécommunication	5,7	28,9	147,8
Commerce et réparation de véhicule	16,2	0,9	42,4
Activités financières	76,7	37,7	38,1
Construction et BTP	1,1	236,7	17,6
Distribution de produits pétroliers	18,2	108,9	16,3
Pêche, pisciculture, aquaculture	7,7	-26,1	6,5
Immobilier, location et services aux entreprises	4,0	0,6	5,3
Transports et auxiliaires de transport	18,8	-2,8	2,2
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	0,2	-4,8	1,5
Hôtels et restaurants	-0,3	171,1	1,1
Activités de fabrication	39,6	15,6	1,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,3	4,0	-2,5
Total	630,3	1456,9	1914,7

Source : Enquête IDE/IPF 2008-09, BCM/INSTAT

I.2.2.2. Les pays investisseurs

Les flux d'IDE provenant du Royaume-Uni occupent la première place avec près de 50% des flux totaux en 2008. La seconde place est occupée par le Canada, sa part a été de l'ordre de 23,2%. Quant au Japon qui au quatrième place possède une part de 5,5 %

TABLEAU 9. Flux d'IDE toutes activités confondues, les 5 premiers pays investisseurs en 2008

Pays	Flux (10 ⁹ ariary)	Part (%)
Royaume-Uni	962,4	50,3
Canada	445,2	23,2
Bahreïn	121,7	6,4
Japon	106,2	5,5
Corée du Sud	98,4	5,1

Source : Enquête IDE/IPF 2008-09, BCM/INSTA

Chapitre II : Analyse comparative entre APD et IDE

Dans ce chapitre on va faire une comparaison en termes d'effets entre ces deux sources de financement.

II.1. La réalité de l'APD

Selon les différentes théories du développement la pauvreté est expliquée par le phénomène du double déficit c'est-à-dire la faiblesse de l'investissement et de l'épargne, tout démarrage économique supposerait un transfert massif de capital. Le succès de l'aide Marshall en Europe et au Japon a conforté l'idée que la même stratégie serait applicable au Tiers Monde. Cette philosophie de l'aide s'est soldée par de nombreux échecs dans les pays en développement. Si l'aide Marshall peut être considérée comme ayant atteint ses objectifs, c'est que l'Europe et le Japon disposaient d'une longue expérience industrielle et des hommes pour mettre en œuvre le capital transféré. Ces conditions préalables à un transfert réussi restent aujourd'hui inexistantes dans la plupart des PVD. On va voir comment l'aide ne trouve pas sa pertinence dans les pays receveurs

Qu'est ce qui a motivé les pays riches d'aider les pays pauvres ?

Pour les pays donateurs, l'aide permet de créer une zone d'influence politique et d'ouvrir des débouchés industriels. L'aide publique au développement constitue pour certains pays un moyen d'entretenir ou de créer une clientèle politique. Comme les deux tiers de l'aide bilatérale française en 1982 sont affectés aux pays africains francophones. Ce ne sont pas les pays les plus pauvres qui sont aidés en priorité par la France, mais ceux qui lui sont le plus utiles dans une optique qui est d'abord clientéliste. Le fait aggravant la situation est la relation forte entre le gouvernement des pays pauvres et la République française. Une partie de l'aide publique soit notoirement détournée par des gouvernements pas soucieux de l'intérêt des populations défavorisées. La France n'est pas la seule à se comporter de cette manière comme l'aide des USA aux pays du Maghreb ou du Japon aux pays de l'Asie de l'Est qui sont liés à leurs intérêts stratégiques. C'est l'importance de l'aide liée témoigne de cette vocation de l'aide.

Plus du quart de l'aide bilatérale attribuée par les pays riches est liée à l'achat de biens et de services provenant des pays donateurs. Ce dernier souhaite que l'aide qu'ils octroient leur bénéficie directement, sans que cela soit forcément un avantage pour le pays

receveur « on estime ainsi à 30% le surcoût que soit supporter l'Afrique francophone du fait de l'aide liée.

Même lorsque l'aide n'est pas liée, son taux de retour est important. Il est intéressant de noter que le taux de retour de l'aide multilatérale est supérieur. Toute une partie de l'aide retourne ainsi dans le pays donneur de façon occulte, pas seulement sur les comptes privés des dirigeants des pays en développement mais sur ceux « d'intermédiaires » ayant permis de conclure certaines affaires, y compris les grands partis politique

II.2. Les réalités cachées de l'IDE

La présence des investissements directs étrangers ne résout pas automatiquement le problème du déficit de l'investissement. Les IDE agissent comme un substitut aux investissements locaux comme dans le cas de la privatisation où il n'y aura pas d'apport de capitaux nouveaux par les investisseurs étrangers.

Ensuite la présence des firmes multinationales conduiront à une élimination de petites firmes locales parce que les multinationales sont largement plus efficaces et plus compétitives. Les entreprises d'investissements directs importent tous ses inputs dans son pays d'origine, payent des redevances à leurs maison mère à cause de l'utilisation de marque ou de réseau, faire le rapatriement de capitaux, remboursent les emprunts. Tous ces différents alternatives accentuent la sortie de devise vers l'extérieure.

Le transfert de technologie est toujours prôné comme l'avantage de l'IDE. Ce transfert ne s'effectue pas nécessairement car premièrement la nature de la technologie limite son application et il n'est pas un bien comme les autres mais c'est plutôt un paquet de connaissances qui ne peut pas être décodé totalement ni commercialisé. Deuxièmement, pour les firmes multinationales les technologies constituent pour des avantages compétitifs donc elles sont très réticents en matière de transfert de technologie.

L'importance des effets d'entraînement dépend du niveau de développement du pays, de sa capacité technologie, de la politique du gouvernement et de sa capacité de négociation vis-à-vis des firmes multinationales.

Une forte dépendance vis-à-vis des Investissements étrangers peut aussi être à l'origine d'une spécialisation néfaste à long terme. Les exemples passés des pays d'Afrique pour lesquels les exportations traditionnelles ont été favorisées, au détriment des autres secteurs de l'économie, sont sur ce point assez caractéristique. Avec la baisse des prix et la diminution de la demande des produits primaires, ces pays semblent se trouver aujourd'hui dans une impasse.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nombreux sont les sources de financements extérieurs. Mais nous avons pris tout simplement sur l'APD et l'IDE. La forte interdépendance entre les pays de la planète qui a conduit le changement du mode de financement. Ceci est justifié par la tendance du financement international tourné vers l'APD et l'IDE.

Dans la première partie, l'aide publique au développement est un transfert positif des contribuables du Nord vers les bénéficiaires potentiels des pays en développement. L'aide a comme rôle principal de réduire les inégalités entre le pays du nord avec le sud. Les différents modes de financement de l'aide ont chacun ses propres fonctions selon leurs attributions respectives en matière de réduction de la pauvreté. Il n'est pas étonnant de voir la croissance des flux d'aides durant ces dernières décennies grâce aux plusieurs avantages qu'ils ont procuré au détriment du pays receveur. En plus l'IDE trouve aussi sa pertinence pour son rôle de financement du développement et de transfert compensatoire dans le problème du déficit de l'investissement et la manque de devise dans le pays hôte avec la présence des différentes formes d'entreprises d'IDE et les stratégies pratiquées par ces dernières.

L'analyse a montré que l'évolution de l'aide publique au développement conduit pour certains pays moins avancés d'arriver au stade du démarrage économique. Cette situation est due essentiellement par l'augmentation des montants accordés par les bailleurs à destination des pays les plus démunis et la capacité d'absorption des aides. Toutefois, en espace de quatre ans c'est-à-dire entre 1998 et 2001 Madagascar a connu une baisse tendancielle d'APD qui a été causé par une faiblesse de capacité d'absorption et la fluctuation incessante des devises pivots. Les pays africains enregistrent aussi une baisse d'APD qui est expliqué par des moindres montants d'allègement de la dette, qui avaient atteint des niveaux record en 2005.

Pour Madagascar une hausse spectaculaire des flux des IDE s'est affichée en 2007 grâce à une politique gouvernementale visant à attirer les capitaux étrangers. Ces flux ont été concentrés dans quelques secteurs tels que les mines, les télécommunications et l'industrie alimentaire. Ce constat se vérifie surtout pour les IDE puisque ces flux proviennent majoritairement de deux grands projets tels que le QMM à Taolagnaro et le SHERRIT à Ambatovy. Dans le dernier chapitre, la comparaison faite entre l'IDE ET l'APD dégage certains points négatifs surtout dans les pays en développement. Ces flux de capitaux sont considérés par les tenants de la théorie de la dépendance comme une nouvelle forme de

domination, de création de zone d'influence, de création d'oligarchie. Ces arguments trouvent ses pertinences dans les pays qui n'ont pas la capacité d'absorber les capitaux étrangers. Les aides sont alloués dans la plus grande partie au projet d'investissement qui favorisera ensuite l'activité des investisseurs étrangers.

En somme, tout le monde reconnaît qu'on attend de l'IDE et d'APD de ses effets directs plutôt que ces effets indirects. Etant donné le degré d'imperfection sur le marché une intervention de l'Etat s'avère donc nécessaire en vue de tirer le maximum de profit vis-à-vis du flux massif de capitaux à l'échelle internationale. Il sera utile d'ouvrir un grand débat sur la complémentarité ou de substitution de ces deux financements externes en vue de réduire la pauvreté.

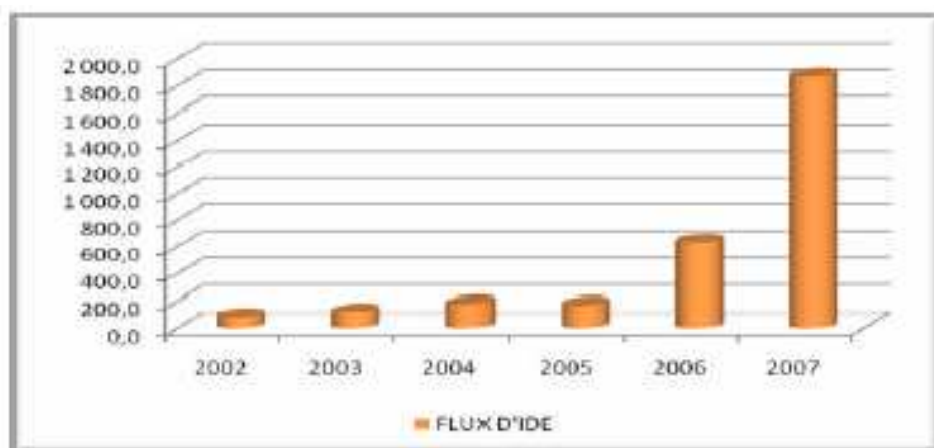
Annexes

Annexe 1 : Répartition sectorielle des engagements d'APD en faveur des PMA, provenant de l'ensemble des donateurs, 1992–1994, 1999–2001 et 2002–2004 (en pourcentage)

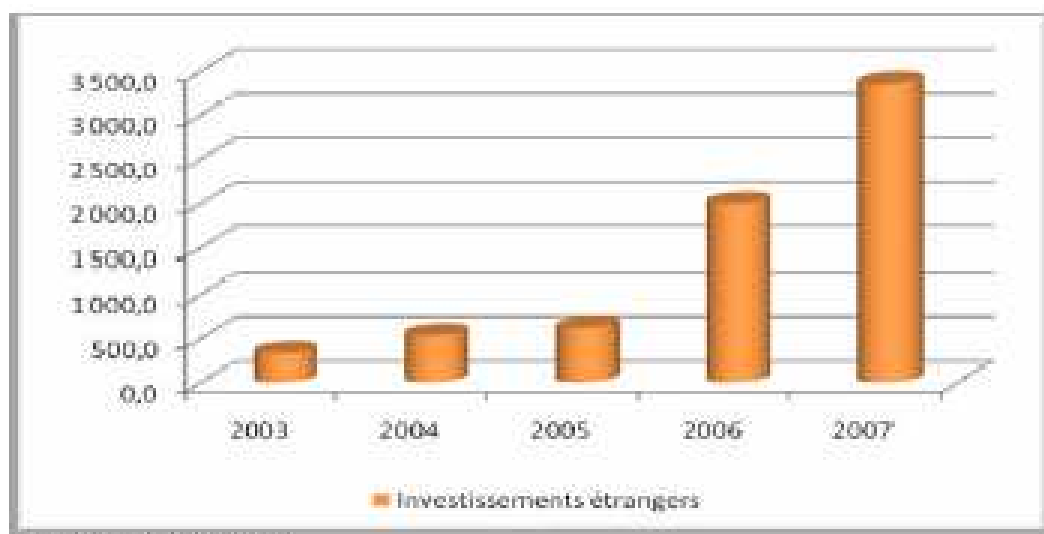
	Total des engagements d'APD en faveur des PMA			Financés par des dons			Financés par des prêt		
	199 1994	– 1999– 2001	2002– 2004	1992– 1994	1999– 2001	2002– 2004	1992– 1994	1999– 2001	2002– 2004
Total	100,0	100,0	100,0	62	68	76	38	32	23
Infrastructure et services sociaux	21,2	33,1	32,2	74	68	81	26	32	18
Mesures relatives à la dette	8,3	8,8	17,8	55	94	88	45	6	12
Aide d'urgence	5,1	8,1	12,2	85	86	91	15	14	9
Infrastructure économique, secteur de la production et programme multisectoriel	47,9	32,3	23,5	52	52	57	48	47	41
Infrastructure économique	21,6	16,0	12,7	45	46	47	55	52	50
Secteur de la production	15,6	8,7	5,5	56	61	60	43	38	37
Programmes multisectoriels	10,7	7,6	5,2	59	54	76	41	46	23
Aide en nature/aide-programme	16,7	16,5	13,5	72	73	67	28	27	33

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CAD/OCDE, International Development Statistics, données en ligne, décembre 2005.

Annexe 2 : Evolution du flux d'IDE 2003-2007



Annexe 3 : Evolution du stock d'IDE 2003-2007



Source : Enquête IDE / IPF INSTAT-BCM 2006

Bibliographie

- BAILLY, M et DUFOUR. P, *L'aide au développement à l'heure de la mondialisation*, Milan, 2002
- BRUNEL, S, *Le sud dans la nouvelle économie mondiale*, PUF ,1^{er} édition, 1995
- CELEDAN, A, *Histoires de la pensée économiques*, DALLOZ ,2^{ème} édition, 1998.
- GRELLET, G, *Structures et stratégies du développement économique*, PUF, 1^{er} édition ,1986.
- GUILLAUMONT, P, *Economie de développement*, PUF, 1^{er} édition, 1995.
- KRUGMAN, P et OBSTFELD, M, *Economie internationale* ,7^{ème} édition, 2004
- Projet Madio, *Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar*, INSTAT, Octobre 1995
- CREAM, *Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar*, Août 2008.
- OCDE-BAD-UE, *Perspectives économiques en Afrique 2008*
- Banque mondiale, *Doing business 2010*
- INSTAT, *Rapport économique et financier 2007-2008*
- BCM, *Rapport annuel 2010*

Webographie

- [http:// www.unctad.org](http://www.unctad.org)
- [http:// www.oecd.org](http://www.oecd.org)
- [http:// www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)
- [http:// www.instat.mg](http://www.instat.mg)

Nom : RAMIHARIVOLASOA

Prénoms : Maholiravaka Domoina

Titre : Analyse comparative entre l'Aide Publique au Développement et l'Investissement Direct Etranger.

Nombre de pages : 44

Tableaux : 09

Résumé :

Les pays en développement rencontrent toujours le problème de financement de son économie. Ce problème se situe également au niveau des ressources financières internes. Chaque pays cherche une issue pour s'en sortir de la pauvreté comme le recours au financement extérieur.

Les décisions économiques entreprises par ces pays sont orientés vers le financement extérieur pour stimuler l'épargne intérieure afin de consolider la situation financière. Il semble que l'Aide publique au Développement ainsi que l'Investissement Direct Etranger sont les plus priorisés par des nombreux pays. Pour que l'aide soit efficace, les pays en développement et leurs partenaires de développement devraient rendre les programmes des donateurs plus cohérents et en les axant sur la lutte contre la pauvreté. De plus les PVD doivent puiser sur l'investissement étranger en vu d'accroître la productivité pour améliorer le niveau de vie de la population.

Actuellement, la pratique de ces modalités de financement est une condition nécessaire mais pas suffisante pour le redressement de l'économie et la réduction de l'écart entre les différents pays de la planète.

Mots clés : Aide publique au développement, Investissement direct étranger, Pays les moins avancés, dons, prêts, politique budgétaire, balance des paiements, aides liées.

Encadreur : Monsieur ANDRIAMALALA Mamisoa Freddy

Adresse de l'auteur : Lot 070 E Ambohibao Antehiroka